

## **Tragédie absolue**

### **La clause de conscience tue les femmes en Europe**

Le 29 Septembre, Valentina X enceinte de 19 semaines d'une grossesse gémellaire a été hospitalisée à Catane, en Sicile, suite à une dilatation cervicale précoce. Le personnel médical n'est pas intervenu quand son état s'est aggravé et qu'une souffrance fœtale majeure a été détectée sur l'un des fœtus. Le médecin a attendu pour intervenir qu'il puisse constater les morts fœtales. L'état de santé de Valentina s'est rapidement détérioré. Elle est morte deux jours plus tard de septicémie le 16 octobre à l'hôpital Cannizzaro. Elle avait 32 ans.

Déjà en octobre 2012, en Irlande, Savita Halappanavar, âgée de 31 ans, enceinte de 17 semaines, avait été admise à la clinique de l'Université de Galway en raison de douleurs abdominales sévères et d'une forte fièvre, elle est morte d'une septicémie après s'être vu refuser un avortement thérapeutique car le corps médical avait jugé qu'il ne pouvait intervenir tant que la mort fœtale n'était pas constatée.

L'avortement est légal depuis 1978 en Italie, il demeure en pratique très compliqué d'obtenir un avortement sur demande, même pour des raisons médicales comme le cas de Valentina vient dramatiquement nous le rappeler. 70% des gynécologues italiens refusent de réaliser cette procédure (90 à 94% dans certaines régions).

L'Italie rejoint l'Irlande, la Pologne, Malte dans sa détermination à faire payer aux femmes le prix fort de souffrances, de handicap, voire de leur vie, pour des grossesses non prévues mais aussi pour des grossesses désirées et prévues que des complications médicales viennent bouleverser.

Certains médecins et autre personnel médical, dans le cas d'avortement en Italie et ailleurs, font aujourd'hui passer leur conscience personnelle avant la santé et la vie des femmes.

Le gouvernement italien, ainsi que tous les autres où ce droit à l'avortement est pénalisé, limité, sujet à contrôle social et médical, conditionné au bon vouloir du corps médical, doit prendre acte que toutes ces entraves valident une forte discrimination entre les femmes en Europe.

Ces entraves autorisent les mauvais traitements et condamnent à des violences, des souffrances, et à mort les femmes, toutes les femmes...

**Dans ce cas précis, la clause de conscience s'apparente à de la non-assistance à personne en danger.**

**Contacts : Danièle Gaudry, 06.60.95.50.77 / Caroline Rebhi, 06.59.87.03.20**